

COUR ADMINISTRATIVE

Numéro du rôle : 28613C

Inscrit le 13 mai 2011

Audience publique du 15 novembre 2011

Appel formé par

M., ...

contre

un jugement du tribunal administratif du 4 avril 2011 (n° 27015 du rôle)

dans un litige l'opposant à une décision du

directeur de l'administration des Contributions directes

en matière d'impôt sur le revenu

Vu l'acte d'appel, inscrit sous le numéro 28613C du rôle, déposé au greffe de la Cour administrative le 13 mai 2011 par Maître Jacques WOLTER, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur, demeurant à ..., dirigé contre un jugement rendu par le tribunal administratif du Grand-Duché de Luxembourg le 4 avril 2011 (n° 27015 du rôle), par lequel ledit tribunal a déclaré irrecevable le recours introduit au nom de la société civile immobilière ..., établie et ayant son siège social à ..., représentée par ses soins, tendant à l'annulation de la décision du directeur de l'administration des Contributions directes du 18 mars 2010 ayant rejeté comme non fondée la réclamation dirigée contre le bulletin d'établissement en commun des revenus d'entreprises collectives et de copropriétés pour l'année 2006, émis le 29 juillet 2009 par le bureau d'imposition Sociétés 3 ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe de la Cour administrative le 10 juin 2011 ;

Vu le mémoire en réplique, intitulé « *mémoire en duplique* », déposé au greffe de la Cour administrative le 11 juillet 2011 par Maître Jacques WOLTER pour compte de Monsieur ;

Vu les pièces versées en cause et notamment le jugement entrepris ;

Le rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Yasmina MAADI, en remplacement de Maître Jacques WOLTER, et Madame le délégué du gouvernement Monique ADAMS en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 20 octobre 2011.

En date du 7 septembre 2009, Monsieur ... introduisit en sa qualité d'associé de la société civile immobilière ..., ci-après dénommée la « *société* ... », une réclamation à l'encontre du bulletin d'établissement des revenus d'entreprises collectives et de copropriétés pour l'année 2006, émis le 29 juillet 2009, auprès du directeur de l'administration des Contributions directes, ci-après dénommé le « *directeur* ».

Par décision du 18 mars 2010 (n° C 15504 du rôle), le directeur reçut cette réclamation en la forme, mais la rejeta comme non fondée.

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 18 juin 2010, la société ..., par l'organe de son associé Monsieur ..., introduisit un recours tendant à l'annulation de la décision directoriale précitée du 18 mars 2010.

A travers un jugement du 4 avril 2011, le tribunal administratif s'appuya sur les dispositions du § 239 (1) n° 3 de la loi générale des impôts du 22 mai 1931, appelée « *Abgabenordnung* », en abrégé « *AO* », réservant aux seuls associés ou sociétaires chargés de la gestion de la société le droit d'introduire un recours contre notamment les bulletins d'établissement en commun des revenus d'entreprises collectives et sur le fait que Monsieur ... était certes associé, mais non pas le gérant de la société ..., qualité revêtue par une autre personne, pour déclarer le recours irrecevable pour défaut de qualité dans le chef de son auteur.

Par requête déposée au greffe de la Cour administrative le 13 mai 2011, Monsieur ... a relevé appel de ce jugement du 4 avril 2011.

Le délégué du gouvernement soulève le moyen d'irrecevabilité de l'appel tiré du défaut de qualité dans le chef de Monsieur ... pour interjeter appel. Il souligne que le recours contentieux déposé le 18 juin 2010 au greffe du tribunal administratif aurait été introduit par la société ... à elle seule et que le jugement entrepris du 4 avril 2011 aurait été émis à l'encontre de la société ... à elle seule également. Par voie de conséquence, Monsieur ... n'aurait été ni demandeur, ni partie en première instance.

Il appert du libellé de la requête introductive de première instance que le recours a été introduit par la société ... agissant par l'organe de son associé, Monsieur ..., lequel n'était partant pas à considérer comme partie au procès, mais comme organe à travers lequel la société ..., personne morale, exprimait sa volonté d'introduire un recours contentieux. Les premiers juges ne se sont pas mépris à ce sujet en retenant dans le jugement entrepris du 4 avril 2011 que la société ... était la seule partie demanderesse en première instance.

Or, il découle implicitement mais nécessairement des articles 38 alinéa 2 et 39 (1) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives que seules les personnes ayant figuré comme parties en première instance ont qualité pour relever appel d'un jugement du tribunal administratif (cf. Cour adm. 1^{er} février 2007, n° 21572C et 21712C du rôle, Pas. adm. 2010, v° Impôts, n° 723).

Dans la mesure où Monsieur ... n'était pas personnellement partie à l'instance ayant conduit au jugement entrepris du 4 avril 2011, il n'a pas qualité pour relever appel contre ledit jugement et l'appel sous examen encourt partant l'irrecevabilité de ce chef.

PAR CES MOTIFS

la Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties en cause,
déclare l'appel du 13 mai 2011 irrecevable,
condamne l'appelant aux dépens de l'instance d'appel.

Ainsi délibéré et jugé par:

Henri CAMPILL, premier conseiller,

Serge SCHROEDER, conseiller,

Lynn SPIELMANN, conseiller,

et lu à l'audience publique du 15 novembre 2011 au local ordinaire des audiences de la Cour par le premier conseiller, en présence de la greffière de la Cour Anne-Marie WILTZIUS.

s. WILTZIUS

s. CAMPILL

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 29 mai 2016

Le greffier de la Cour administrative